

420 L 1 2/34

4211

Paris, le 25 novembre 1941.

DEL.  
COL.  
Nm.  
42  
II

RÉGIME DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le présent tirage annule et remplace celui du 12 juillet 1941, sauf les dispositions de l'Annexe III relative au régime de travail des agents de la S.N.C.F. (loi du 3 octobre 1940 et arrêté ministériel du 16 juin 1941) qui restent en vigueur.

Article 1<sup>er</sup>. — Rémunération.

Dans sa séance du 5 novembre 1941, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a, sur la proposition du Directeur Général, décidé, en vue d'améliorer les conditions de rémunération du personnel du cadre permanent, de prendre à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1941, les mesures ci-après :

L'indemnité spéciale temporaire est augmentée et fixée au minimum à 5.000 francs par an pour les agents commissionnés.

Les indemnités de résidence sont majorées d'environ 9 % pour les agents célibataires et d'environ 30 % pour les autres agents.

Une allocation familiale supplémentaire est accordée.

Les allocations de matinée, de soirée et de nuit sont augmentées.

En conséquence :

1° — l'indemnité spéciale temporaire (y compris la part, indépendante de la résidence, de l'indemnité pour supplément de travail instituée pour tenir compte de la durée du travail fixée à 2.408 heures par an) est fixée aux taux prévus par l'Annexe I (1);

2° — L'indemnité de résidence (y compris la part de l'indemnité pour supplément de travail qui dépend de la résidence) est fixée, d'après la situation de famille de l'agent et d'après sa résidence d'emploi, aux taux prévus par l'Annexe II.

3° — L'allocation familiale supplémentaire est fixée d'après la résidence d'emploi de l'agent et d'après le nombre de ses enfants à charge en conformité de l'Annexe II.

(1) Les agents du sexe féminin bénéficient tous désormais du même taux, quel que soit leur conjoint; il n'est plus fait de distinction entre les agents bénéficiant ou non de primes ou du logement gratuit.

Cette allocation familiale supplémentaire se cumule avec l'allocation de salaire unique et l'allocation familiale proprement dite instituée par le Code de la Famille; elle ne se cumule pas avec les compléments d'allocations familiales prévus par les régimes transitoires d'application du Code de la Famille; en conséquence, lorsqu'un agent bénéficie d'un complément d'allocation familiale par application de l'un des régimes transitoires prévus par le Code de la Famille, l'allocation familiale supplémentaire n'est pas accordée si elle est inférieure au complément; elle est réduite du montant de ce complément si elle lui est supérieure (1).

4° — Les taux des allocations de matinée, de soirée et de nuit sont fixés comme suit :

- |   |     |
|---|-----|
| a) L'agent quitte son service entre 22 heures exclu et minuit inclus ou bien prend son service entre 4 heures inclus et 5 heures exclu .....                    | 2 f |
| b) L'agent prend ou quitte son service entre minuit exclu et 4 heures exclu sans que son service comprenne la totalité de la période de 1 heure à 3 heures .... | 3 f |
| c) L'agent assure un service comprenant la totalité de la période de 1 heure à 3 heures .....   | 7 f |

**Article 2. — Modalités d'attribution de l'indemnité de résidence.**

Le taux de l'indemnité de résidence est déterminé : d'une part, par la résidence d'emploi et, d'autre part, par la situation de famille suivant les règles ci-après :

**A. — Personnel masculin à service continu :**

a) le « taux normal » s'applique aux agents majeurs ou non se trouvant dans l'une des situations suivantes :

- mariés,
- célibataires, veufs, divorcés ou séparés judiciairement qui bénéficient d'une allocation familiale supplémentaire (2),

b) le « taux réduit » s'applique :

- aux agents majeurs célibataires, veufs, divorcés ou séparés judiciairement qui ne bénéficient pas d'une allocation familiale supplémentaire (2);
- aux agents non majeurs autres que ceux repris au § a) qui ont leur père ou leur mère à leur charge ou qui, orphelins de père et de mère, ont des frères ou sœurs à leur charge;

c) les autres agents non majeurs bénéficient d'une indemnité égale à une fraction du « taux réduit » variant de 40 à 90 % suivant leur âge (le taux ainsi obtenu étant arrondi au franc le plus proche).

**B. — Personnel féminin à service continu :**

a) le « taux normal » s'applique aux femmes-agents majeures ou non se trouvant dans l'une des situations suivantes :

---

(1) Ceci revient d'ailleurs à substituer l'allocation supplémentaire au complément d'allocation.

— célibataires, veuves, divorcées ou séparées judiciairement bénéficiant d'une allocation familiale supplémentaire (1);

— mariées, lorsqu'il est établi que le mari ne peut subvenir aux besoins du ménage.

b) le « taux réduit » s'applique aux femmes-agents se trouvant dans l'une des situations suivantes :

— majeures mariées dont le mari peut subvenir aux besoins du ménage mais n'est pas un agent du cadre permanent de la S.N.C.F.;

— majeures célibataires, veuves, divorcées ou séparées judiciairement ne bénéficiant pas d'une allocation familiale supplémentaire (1);

— non majeures autres que celles reprises au § a) mais qui ont leur père ou leur mère à leur charge ou qui, orphelines de père et de mère, ont des frères et sœurs à leur charge.

c) les femmes majeures ou non, mariées à un agent du cadre permanent de la S.N.C.F., bénéficient du taux prévu dans la colonne 4 de l'Annexe II sous le titre « taux du 2<sup>e</sup> conjoint ».

d) les autres femmes non majeures bénéficient d'une indemnité égale à une fraction du « taux réduit » variant de 40 à 90 % suivant leur âge.

*C. — Personnel féminin à service discontinu :*

a) les femmes qui, du point de vue du traitement, sont rangées dans la catégorie « célibataires », qu'elles soient ou non majeures, reçoivent la même indemnité que les femmes à service continu se trouvant dans la même situation de famille;

b) les femmes qui, du point de vue du traitement, sont rangées dans la catégorie « autres femmes » et dont le conjoint n'est pas un agent du cadre permanent de la S.N.C.F. bénéficient, quel que soit leur âge, d'une indemnité égale au tiers (arrondi au franc le plus proche) du « taux normal »;

c) les femmes qui, du point de vue du traitement, sont rangées dans la catégorie « autres femmes » et dont le conjoint est un agent du cadre permanent de la S.N.C.F. bénéficient, quel que soit leur âge, d'une indemnité égale au tiers (arrondi au franc le plus proche) du « taux réduit ».

**Article 3. — Modalités d'attribution de l'allocation familiale supplémentaire.**

Il est attribué une allocation familiale supplémentaire aux agents du cadre permanent dans les conditions suivantes :

**I — Personnel masculin du cadre permanent.**

L'agent homme du cadre permanent qui a un ou plusieurs enfants à charge remplissant les conditions indiquées ci-dessous reçoit une allocation familiale supplémentaire dont le montant est déterminé d'après le nombre des enfants et d'après le taux de l'indemnité de résidence d'emploi en conformité de l'Annexe II ci-jointe.

Les **enfants** qui entrent en compte pour la détermination du taux de l'allocation familiale supplémentaire sont ceux qui remplissent les deux conditions suivantes :

(1) Sont assimilés aux agents bénéficiant d'une allocation familiale supplémentaire ceux qui en recevraient une s'ils ne recevaient pas déjà un complément d'allocation familiale d'un montant supérieur (voir art. 1<sup>er</sup> § 3<sup>e</sup>, in fine).

A — avoir avec l'agent l'un des liens de parenté suivants :

- a) enfants propres de l'agent, légitimes ou légitimés, à l'exception de ceux qui, issus d'un mariage dissous par le divorce ou la séparation de corps, ne sont pas sous la garde de l'agent;
- b) enfants légitimes ou légitimés du conjoint de l'agent, à l'exception de ceux qui, issus d'un précédent mariage du conjoint dissous par le divorce ou la séparation de corps, ne sont pas sous la garde du conjoint de l'agent;
- c) enfants légalement adoptés par l'agent ou son conjoint;
- d) petits-enfants de l'agent remplissant les deux conditions suivantes :
  - être orphelins de père et de mère ou abandonnés par leur père et par leur mère (enfants dont les parents sont inconnus, disparus, hospitalisés ou internés);
  - être à la charge effective et permanente de l'agent.
- e) enfants naturels reconnus.

B — n'avoir pas dépassé :

- l'âge de 15 ans dans le cas général;
- l'âge de 17 ans lorsque l'enfant est placé en apprentissage dans les conditions prévues pour l'application du Code de la Famille ou lorsque l'enfant se trouve par suite d'infirmité ou de maladie chronique dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié;
- l'âge de 20 ans lorsque l'enfant poursuit ses études dans les conditions fixées pour l'application du Code de la Famille.

## II — Personnel féminin du cadre permanent.

La femme-agent bénéficie de l'allocation familiale supplémentaire, lorsqu'elle a un ou plusieurs enfants à charge remplissant les conditions A et B ci-dessus et qu'elle se trouve dans l'une des situations suivantes :

- a) lorsqu'elle est veuve,
- b) lorsqu'elle est célibataire et assume la charge effective permanente d'enfants reconnus par elle mais non reconnus par leur père ou d'enfants légalement adoptés;
- c) lorsque, célibataire, elle assume la charge effective et permanente d'enfants reconnus par elle et par leur père sous réserve qu'elle ne puisse obtenir du chef du père des enfants le versement d'une allocation familiale à son profit;
- d) lorsqu'elle est divorcée ou séparée judiciairement avec des enfants dont la garde lui a été confiée par le jugement de divorce ou de séparation;
- e) lorsque, mariée, elle vit en fait séparée de son mari (ou a été abandonnée par lui) sous réserve qu'elle assume la charge effective permanente des enfants;
- f) lorsqu'elle est mariée et que son mari ne peut subvenir aux besoins du ménage.

Lorsque la femme-agent ne se trouve pas dans l'une de ces situations, elle ne peut bénéficier de l'allocation familiale supplémentaire.

**Article 4. — Dispositions diverses.**

Les dispositions applicables aux apprentis et aux auxiliaires feront l'objet d'instructions spéciales.

L'Instruction Générale série Personnel N° 7 du 1<sup>er</sup> janvier 1940 est abrogée.

Il ne pourra pas être tenu compte de l'allocation familiale supplémentaire dans l'établissement de la solde de fin novembre; les rappels dus au titre de cette allocation pour le mois de novembre seront payés avec la solde du mois de décembre.

*Le Directeur Général,*  
**R. LE BESNERAIS.**



## INDEMNITÉ SPÉCIALE TEMPORAIRE

(Taux mensuel comprenant la part de l'indemnité pour supplément de travail ne dépendant pas de la résidence).

PERSONNEL MASCULIN						PERSONNEL FÉMININ A SERVICE CONTINU			PERSONNEL MINEUR A L'ESSAI OU CONFIRMÉ			
MAJEUR NON COMMISSIONNÉ			COMMISSIONNÉ			MAJEUR	non commis.	commis.	Echelles	AGE :		
Matériel et Traction	Echelles communes	Taux	Matériel et Traction	Echelles communes	Taux	Echelles	Taux	Taux		18 ans	19 ans	20 ans
a, b	1, 2	465	1 bis	a, b	1, 2	G 1	375	415	1, a	380	405	430
c	3	472	3 bis	c	3	G 2	380	420	2	390	415	440
	4	480		d	4	F 1, Fa	425	475	3, b			
d	5, 6	485	4 bis	e	5	F 1 bis, Fb	430	480	Élèves	410	430	450
e	7	510	5 bis	f	5	F 3, Fc	445	495	4, c	420	440	460
6 bis	8	530			6	F 3 bis, F 3 ter, Fd	460	510	5, d	435	455	475
	9	545		g	7	F 4, Fe	470	522	7, 8, e	470	490	510
	10	565	6 bis		8	F 5, F 5 bis	480	535	10, 11	500	520	540
	11	585			9	F 6	490	545	F 3 ter	360	385	410
	12	610			10	F 7	495	550	F 5 bis	410	430	450
						F 7 bis	505	560				
	13	650			11	F 8	520	580				
	14	700			12	F 10	550	615	Echelles	moins de 16 ans	16 ans	17 ans
					13	F 12	595	660				
					14	F 14	665	740	Élèves			
					15	F 15		800	3	285	315	350
					16	F 16		850	c		370	395
					17	F 17		925	d		385	410
					18	F 18		990				

  

PERSONNEL FÉMININ A SERVICE DISCONTINU					
Gardes- barrières de	AMPLITUDE	CÉLIBATAIRES, VEUVES DIVORCÉES NON REMARIÉES		AUTRES FEMMES	
		Commissionnées	Confirmées ou à l'essai	Commissionnées	Confirmées ou à l'essai
1 <sup>re</sup> classe	plus de 12 h	255	240	215	200
	au plus 12 h	230	215	190	175
2 <sup>o</sup> classe	plus de 12 h	220	205	180	165
	au plus 12 h	195	180	155	140
3 <sup>o</sup> classe	plus de 12 h	180	170	140	130
	au plus 12 h	160	150	120	110
4 <sup>o</sup> classe	plus de 12 h	160	150	120	110
	au plus 12 h	140	130	115	100

Nota. — La distinction entre les « célibataires » et les « autres femmes » sera faite suivant les règles prévues pour la fixation du traitement.

\* Les sémaphoristes de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>o</sup> classes sont assimilées respectivement aux gardes-barrières de 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> classes.

Les concierges de 1<sup>re</sup> classe sont assimilées aux gardes-barrières de 4<sup>o</sup> classe ayant une amplitude de plus de 12 h et les concierges de 2<sup>o</sup> cl. aux gardes-barrières de 4<sup>o</sup> cl. ayant une amplitude au plus égale à 12 h.

Il n'est plus prévu de taux spécial en faveur des agents qui appartenaient au cadre permanent le 21 décembre 1927; ces agents recevront les taux prévus dans le tableau ci-contre à l'exclusion de l'indemnité spéciale qui leur a été attribuée jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1941.

ANNEXE II

INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE (a)				NUMÉRO de l'indemnité de résidence	ALLOCATION FAMILIALE SUPPLÉMENTAIRE					
Agents commissionnés à service continu (b)					1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants et plus
depuis le 1 <sup>er</sup> juin 1941	à partir du 1 <sup>er</sup> novembre 1941									
Taux normal (1)	Taux normal (2)	Taux réduit (3)	Taux du 2 <sup>e</sup> conjoint (c) (4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
422	538	455	247	26	75	150	450	700	875	1050
405	516	437	237	25	73	146	438	681	852	1022
388	495	419	227	24	71	142	426	663	828	994
371	473	400	217	23	69	138	414	644	805	966
354	452	382	207	22	67	134	402	625	782	938
337	430	364	197	21	65	130	390	607	758	910
320	409	346	187	20	63	126	378	588	735	882
304	387	328	177	19	61	122	366	569	712	854
287	366	309	168	18	59	118	354	551	688	826
270	344	291	158	17	57	114	342	532	665	798
253	323	273	148	16	55	110	330	513	642	770
236	301	255	138	15	53	106	318	495	618	742
219	280	237	128	14	51	102	306	476	595	714
202	258	218	118	13	49	98	294	457	572	686
186	237	200	109	12	47	94	282	439	548	658
169	215	182	99	11	45	90	270	420	525	630
152	194	164	89	10	43	86	258	401	502	602
135	172	146	79	9	41	82	246	383	478	574
118	151	127	70	8	39	78	234	364	455	546
101	129	109	60	7	37	74	222	345	432	518
84	108	91	50	6	35	70	210	327	408	490
67	86	73	40	5	31	62	186	289	362	434
51	65	55	30	4	27	54	162	252	315	378
34	43	36	20	3	23	46	138	215	268	322
17	22	18	11	2	19	38	114	178	222	266
0	0	0	0	1	15	30	90	140	175	210

(a) — Taux mensuel comprenant la part de l'indemnité pour supplément de travail dépendant de la résidence.  
(b) — Les autres agents du cadre permanent reçoivent, soit la même indemnité, soit une fraction de cette indemnité déterminée suivant les règles posées à l'Art. 1<sup>er</sup> de l'Ordre Général N° 21.  
(c) — Ce taux est applicable au 2<sup>e</sup> conjoint d'un ménage d'agents du cadre permanent de la S.N.C.F. (voir Art. 1<sup>er</sup> de l'Ordre Général N° 21.)

DETE  
ATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER  
FRANCAIS.

P

RECTIFICATIF N° 1  
à l'ORDRE GENERAL N° 21  
du 25 Novembre 1941.  
"Régime de travail et rémunération du personnel".

Paris, le 8 décembre 1941.

Del.  
Col.  
Nn.  
42  
II

Les rectifications suivantes sont à faire à la plume :

Page 2 - Au bas de la page, ajouter un renvoi :

(2) Sont assimilés aux agents bénéficiant d'une allocation familiale supplémentaire ceux qui en recevraient une s'ils ne recevaient pas déjà un complément d'allocation familiale d'un montant supérieur (voir art. 1<sup>er</sup>, § 3<sup>o</sup>, in fine).

ANNEXE I - A la 14<sup>ème</sup> ligne du Nota :

il y a : 21 décembre 1927  
il faut : 31 décembre 1927

ANNEXE II - A la 2<sup>ème</sup> ligne du renvoi (b) et à la 1<sup>ère</sup> ligne du renvoi (c) :

il y a : article 1<sup>er</sup> de l'Ordre Général n° 21  
il faut : article 2 de l'Ordre Général n° 21

En outre, les agents devront inscrire, en marge de l'Ordre Général précité, la mention : "Modifié par le Rectificatif n° 1 du 8 décembre 1941".



505m 182/5